

§ 2. Toutes les créances et les pièces justificatives établies dans le cadre du présent Arrêté ministériel doivent être à la disposition de l'administration au plus tard le 31 août 2017. L'ASBL Samusocial s'engage à tenir une comptabilité séparée pour les recettes et les dépenses réalisées dans le cadre du présent arrêté ministériel et ce, afin de permettre à l'administration de s'assurer qu'il n'y a pas de double subventionnement avec d'autres pouvoirs subsidiaires.

§ 3. L'ASBL Samusocial s'engage à tenir une comptabilité séparée pour les recettes et les dépenses réalisées dans le cadre du présent arrêté ministériel et ce, afin de permettre à l'administration de faire la distinction entre les coûts éligibles pour l'accueil de nuit à charge de l'autorité fédérale et les coûts éligibles pour l'accueil de jour, à charge d'autres pouvoirs subsidiaires.

Art. 7. Tout document dans le cadre de ce projet sera porteur du logo fédéral et du logo du SPP Intégration sociale. Ces logos, ainsi que les documents types repris dans le manuel relatif au style maison du SPP Intégration sociale (lettres, rapports, études, invitations,...), sont disponibles auprès du service Communication du SPP Intégration sociale.

Art. 8. La période couverte par la subvention prend cours le 1^{er} janvier 2017 et se termine le 31 mars 2017.

Bruxelles, le 21 mars 2017.

La Secrétaire d'Etat à la Lutte contre la Pauvreté,
Z. DEMIR

§ 2. Alle bewijsstukken en vorderingen opgesteld in het kader van dit ministerieel besluit moeten ten laatste op 31 augustus 2017 ter beschikking zijn van de administratie. De vzw Samusocial verbindt zich ertoe een afzonderlijke boekhouding te voeren voor de inkomsten en uitgaven verricht in het kader van dit ministerieel besluit en dit om ervoor te zorgen dat de administratie kan nagaan of er geen dubbele subsidiëring is met andere subsidiërende overheden.

§ 3. De vzw Samusocial verbindt zich ertoe om een afzonderlijke boekhouding te voeren voor de uitgaven en ontvangsten verricht in het kader van dit ministerieel besluit en dit om ervoor te zorgen dat de administratie het onderscheid kan maken tussen de betoelaagbare kosten voor de nachtopvang ten laste van de federale overheid en de betoelaagbare kosten voor de dagopvang, ten laste van andere subsidiërende overheden.

Art. 7. Op elk document in het kader van dit project moet het federale logo evenals het logo van de POD Maatschappelijke Integratie staan. Deze logo's alsook de standaarddocumenten in de handleiding betreffende de huisstijl van de POD Maatschappelijke Integratie (brieven, verslagen, studies, uitnodigingen,...) liggen ter beschikking bij de dienst Communicatie van de POD Maatschappelijke Integratie.

Art. 8. De door de toelage gedekte periode start op 1 januari 2017 en eindigt op 31 maart 2017.

Brussel, 21 maart 2017.

De Staatssecretaris voor Armoedebestrijding,
Z. DEMIR

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2017/12012]

29 MARS 2017. — Décret modifiant le décret du 1^{er} février 2008 réglant l'organisation et le fonctionnement des instances chargées de la coordination et de la gestion des Fonds structurels que l'Union européenne met à la disposition de l'enseignement secondaire en alternance, de l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice, de l'enseignement secondaire spécialisé, de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 17 du décret du 1^{er} février 2008 réglant l'organisation et le fonctionnement des instances chargées de la coordination et de la gestion des Fonds structurels que l'Union européenne met à la disposition de l'enseignement secondaire en alternance, de l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice, de l'enseignement secondaire spécialisé, de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° « Centre de coordination et de gestion » : l'organe créé auprès de la Direction générale de l'enseignement non obligatoire du Ministère de la Communauté française afin de tenir lieu d'interlocuteur désigné pour servir d'intermédiaire entre les établissements scolaires, les pouvoirs organisateurs, les réseaux d'enseignement, les organes de représentation et de coordination et, d'une part, le ministre, d'autre part les administrations de coordination. La création du Centre de coordination et de gestion est conforme aux dispositions du Règlement (UE) No 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) no 1083/2006 du Conseil qui prévoit la possibilité de mettre en place des organismes intermédiaires qui agissent sous la responsabilité d'une autorité de gestion ou de certification, ou qui exécute pour le compte de celle-ci des tâches en lien avec la réalisation d'opérations par les bénéficiaires; »;

2° Au 6°, les mots « d'initiative communautaire (PIC) et programmes d'action communautaire (PAC) » sont remplacés par le mot « européens ».

Art. 2. A l'article 20, § 2, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le 2° est remplacé par ce qui suit : « Le directeur général adjoint en charge de l'enseignement de promotion sociale qui en assure la vice-présidence »;

2° Le 3° est remplacé par ce qui suit : « L'inspecteur chargé de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement à distance ou son délégué; »;

3° Au 7°, les mots « ou son délégué » sont rajoutés après les termes « Le directeur de l'Agence FSE »;

4° Au 10°, le nombre « 24 » est remplacé par le nombre « 24bis »;

5° Un 12° est ajouté, rédigé comme suit : « Les experts pédagogiques et techniques visés à l'article 27, selon les projets dont ils sont chargés. ».

Art. 3. A l'article 21, un tiret est ajouté, rédigé comme suit :

« De promouvoir la mobilité européenne des stagiaires de l'enseignement de promotion sociale et, en fonction de la disponibilité de moyens budgétaires, d'apporter un soutien organisationnel et de gestion aux établissements scolaires s'inscrivant dans un programme européen de mobilité; »

Art. 4. A l'article 22 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. Au § 1^{er}, les mots « la date de la poste faisant foi » sont supprimés.

2. Le § 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Il est créé un bureau exécutif, ci-après dénommé « le bureau », composé comme suit :

1° Le coordonnateur administratif visé à l'article 24 qui en assure la coordination;

2° Le coordinateur administratif adjoint visé à l'article 24bis qui, s'il échet, en assure la coordination;

3° Les chargés de mission visés à l'article 26;

4° Les experts pédagogiques et techniques visés à l'article 27 et les membres du personnel contractuel attachés au centre de coordination et de gestion.

Le délégué du ministre peut assister aux réunions du bureau.

Les missions du bureau sont les suivantes :

1° Proposer l'ordre du jour et préparer les réunions du centre de coordination et de gestion;

2° Assurer les missions confiées par le centre de coordination et de gestion;

3° Exécuter les décisions du centre de coordination et de gestion. »

3. Au § 5, les mots « personnel de la Direction générale de l'enseignement non obligatoire » sont remplacés par les mots « bureau du centre de coordination et de gestion ».

Art. 5. L'article 24 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 24. La gestion et la coordination administrative des projets est assurée par un coordonnateur administratif qui est le vice-président du centre de coordination et de gestion. Il est assisté dans sa mission par un coordonnateur administratif adjoint. »

Art. 6. Un article 24bis est inséré dans le même décret, rédigé comme suit :

« Art. 24bis. Le coordonnateur administratif adjoint est choisi parmi les membres du personnel de l'administration ou parmi les membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Le centre de coordination et de gestion établit le profil de fonction et de recrutement.

S'il s'agit d'un membre du personnel de l'administration, le coordonnateur administratif adjoint est engagé comme directeur-expert. Son recrutement est effectué selon les procédures en vigueur au sein du ministère.

Il a droit au remboursement de ses frais de parcours et aux indemnités de séjour aux conditions fixées par les dispositions applicables aux membres du personnel de rang 12 du ministère de la Communauté française. Sa résidence administrative est le siège du centre de coordination et de gestion.

S'il s'agit d'un membre du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, le coordonnateur administratif adjoint est désigné par le ministre sur proposition du centre de coordination et de gestion. Il est mis en congé pour mission dans l'intérêt de l'enseignement et bénéficie en outre d'une allocation égale à la différence entre le traitement ou la subvention-traitement de l'échelle de traitement correspondante à la fonction de directeur d'enseignement de promotion sociale de niveau secondaire supérieur et celle dont il bénéficie dans sa fonction. Il a droit à l'indemnité forfaitaire mensuelle dévolue aux chargés de mission. Le régime de congés et de vacances est celui du ministère. Il a droit au remboursement de ses frais de parcours et aux indemnités de séjour aux conditions fixées par les dispositions applicables aux membres du personnel du ministère de la Communauté française. A cet effet, il est assimilé aux fonctionnaires de rang 12 et sa résidence administrative est le siège du centre de coordination et de gestion.

Le coordonnateur administratif adjoint est chargé d'assurer la gestion journalière et l'exécution des décisions du centre de coordination et de gestion ainsi que de gérer la cellule administrative composée des chargés de mission, des experts et du personnel contractuel éventuels. »

Art. 7. L'article 25 du même décret, les mots « l'administrateur pédagogique de l'enseignement de promotion sociale » sont remplacés par les mots « l'inspecteur chargé de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement à distance ».

Art. 8. Le titre « Section II. – Des chargés de mission » du même décret est remplacé par le titre « Section II. – Des chargés de mission et des experts pédagogiques et techniques ».

Art. 9. L'article 26 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 26. Le centre de coordination et de gestion dispose de deux chargés de mission. Ils sont désignés par le ministre sur proposition du centre de coordination et de gestion. Celui-ci établit le profil de fonction et de recrutement.

Les chargés de mission sont mis en congé pour mission dans l'intérêt de l'enseignement et sont placés sous la responsabilité du coordonnateur administratif visé à l'article 24. Ils ont droit à l'indemnité forfaitaire mensuelle dévolue aux chargés de mission. Le régime de congés et de vacances est celui du ministère.

Leur résidence administrative est leur domicile. Aux conditions fixées par les dispositions applicables aux membres du personnel du ministère de la Communauté française, ils ont droit :

- au remboursement de leurs frais de parcours;
- aux indemnités de séjour, sauf pour ce qui concerne les prestations exercées au siège administratif du Centre de Coordination et de gestion.

Les chargés de mission sont chargés de réaliser toutes les démarches de conception, d'information, de mise en œuvre, de contrôle et d'évaluation relatives aux projets cofinancés par les fonds européens. »

Art. 10. L'article 27 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 27. Le centre de coordination et de gestion peut décider d'engager des experts pédagogiques et techniques pour des projets répondant à des besoins spécifiques ou pour des tâches particulières.

Ils sont recrutés par le centre de coordination et de gestion sur la base d'un profil de fonction qu'il définit eu égard aux projets répondant à des besoins spécifiques ou aux tâches particulières.

Les experts pédagogiques et techniques sont placés sous la responsabilité du coordonnateur administratif visé à l'article 24. Le régime de congés et de vacances est déterminé par rapport à la nature de l'expertise, il est précisé dans le profil de fonction. Leur résidence administrative est le siège du centre de coordination et de gestion. Aux conditions fixées par les dispositions applicables aux membres du personnel du Ministère de la Communauté française, ils ont droit :

- au remboursement de leurs frais de parcours;
- aux indemnités de séjour. »

Art. 11. L'article 28 du même décret est abrogé.

Art. 12. L'article 29 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 29. Les montants réservés par la Commission européenne sur la base des demandes de concours sont, après déduction des sommes réservées aux projets globaux, gérés directement par le centre de coordination et de gestion, aux frais de fonctionnement du centre de coordination et de gestion, aux traitements des chargés de mission, des experts et du personnel contractuel, aux remboursements des frais de parcours et des indemnités de séjour, répartis entre le réseau d'enseignement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination, selon une clé fixée, de manière distincte pour chaque zone définie par le programme opérationnel en vigueur en Belgique francophone, sur la base des critères suivants :

- a) A raison de 50 % des dotations organiques des établissements situés dans chaque zone;
- b) A raison de 25 % des périodes organisées par les établissements situés dans chaque zone, avec le soutien des fonds européens au cours de l'avant-dernière année civile qui précède l'année au cours de laquelle la clé est appliquée;
- c) A raison de 25 % du nombre de demandeurs d'emploi inscrits dans les établissements situés dans chaque zone, au cours de l'avant-dernière année civile qui précède l'année au cours de laquelle la clé est appliquée.

Pour des raisons exceptionnelles dûment motivées, le centre de coordination et de gestion peut décider, dans le cadre d'un même projet, de réallouer des moyens entre les établissements de réseaux d'enseignement sans que cela n'ait d'impact sur le calcul du point b) de l'alinéa 1^{er}. »

Art. 13. A l'article 32 du même décret, le mot « éventuels » est inséré entre les termes « Les » et « coûts de fonctionnement ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 29 mars 2017.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

Le Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse,
des Droits des femmes et de l'Egalité des chances,
I. SIMONIS

—
Note

(1) Session 2016-2017.

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 404-1. – Rapport, n° 404-2.
Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du mars 2017.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/12012]

29 MAART 2017. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 1 februari 2008 tot regeling van de organisatie en de werking van de instanties belast met de coördinatie en het beheer van de steun uit de Structuurfondsen die de Europese Unie ter beschikking stelt van het alternerend secundair onderwijs, het technisch secundair en beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan, het gespecialiseerd secundair onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en het hoger onderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 17 van het decreet van 1 februari 2008 tot regeling van de organisatie en de werking van de instanties belast met de coördinatie en het beheer van de steun uit de Structuurfondsen die de Europese Unie ter beschikking stelt van het alternerend secundair onderwijs, het technisch secundair en beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan, het gespecialiseerd secundair onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en het hoger onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het punt 4° wordt vervangen door hetgeen volgt :

“4° “Coördinatie- en beheerscentrum” : het orgaan dat opgericht is bij de Algemene directie voor het niet verplicht onderwijs van het ministerie van de Franse Gemeenschap, om op te treden als aangesteld bemiddelaar tussen de schoolinrichtingen, de inrichtende machten, de onderwijsnetten, de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen, en, enerzijds, de minister, anderzijds, de coördinatiebesturen. De oprichting van het coördinatie- en beheerscentrum is in overeenstemming met de bepalingen van de Verordening (EU) Nr. 1303/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds, het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij en algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij, en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad die voorziet in de mogelijkheid om “bemiddelende instanties” op te richten, die onder de verantwoordelijkheid van een beheeroverheid en een getuigschriften-uitreikende overheid optreden en die voor de rekening van deze opdrachten uitvoert in verband met de verwezenlijking van operaties door de begunstigden;”

2° bij punt 6°, worden de woorden “in het kader van de programma’s voor gemeenschapsinitiatieven en de programma’s voor gemeenschapsacties” vervangen door de woorden “in het kader van de Europese programma’s”.

Art. 2. In artikel 20, § 2, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 2° wordt vervangen door hetgeen volgt : “de adjunct-directeur-generaal van de algemene dienst voor het onderwijs voor sociale promotie, die er het ondervoorzitterschap van waarneemt”;

2° punt 3° wordt vervangen door hetgeen volgt : “De inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie op het niveau van het onderwijs voor sociale promotie en van het afstandsonderwijs of zijn afgevaardigde”;

3° punt 7° wordt vervangen door hetgeen volgt : “de directeur van het ESF-Agentschap of zijn afgevaardigde”;

4° in punt 10° wordt het aantal “24” vervangen door het aantal “24bis”;

5° Er wordt een punt 12° toegevoegd, luidend als volgt : “De pedagogische en technische deskundigen bedoeld bij artikel 27, naargelang de projecten waarmee ze belast worden.”.

Art. 3. In artikel 21, wordt een streepje toegevoegd, luidend als volgt :

“de Europese mobiliteit van de stagiair(e)s van het onderwijs voor sociale promotie te behartigen en, in functie van de beschikbaarheid van begrotingsmiddelen, ze te steunen in de organisatie en het beheer van de schoolinrichtingen die zich hebben ingeschreven voor een Europees mobiliteitsplan;”.

Art. 4. In artikel 22 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

In § 1, worden de woorden “waarbij de datum van de poststempel geldt als verzendingsdatum,” worden geschrapt.

§ 4 wordt vervangen door hetgeen volgt :

“§ 4. Er wordt een uitvoerend bureau opgericht, hierna “het bureau” genoemd, samengesteld als volgt :

1° de administratieve coördinator bedoeld in artikel 24, die er de coördinatie van waarneemt;

2° de administratieve adjunct-coördinator bedoeld in artikel 24bis die, in voorkomend geval, voor de coördinatie ervan zorgt;

3° de opdrachthouders bedoeld bij artikel 26;

4° de technische en pedagogische deskundigen en de contractuele personeelsleden die in het coördinatie- en beheerscentrum werken.

De afgevaardigde van de minister kan de vergaderingen van het bureau bijwonen.

De opdrachten van het bureau zijn de volgende :

1° de agenda voorstellen en de vergaderingen van het coördinatie- en beheerscentrum voorbereiden;

2° de opdrachten toevertrouwd door het coördinatie- en beheerscentrum uitvoeren;

3° de beslissingen van het coördinatie- en beheerscentrum uitvoeren.”.

In § 5, worden de woorden “van de algemene directie voor het niet verplicht onderwijs” vervangen door de woorden “van het bureau van het coördinatie- en beheerscentrum”.

Art. 5. Artikel 24 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

“Art. 24. Het administratieve beheer en de administratieve coördinatie van de projecten worden waargenomen door een administratieve coördinator, die de ondervoorzitter van het coördinatie- en beheerscentrum is. Bij zijn opdracht wordt hij bijgestaan door een adjunct-administratieve coördinator.”.

Art. 6. Er wordt een artikel 24bis in hetzelfde decreet ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 24bis. De adjunct-administratieve coördinator wordt gekozen onder de personeelsleden van het bestuur of onder de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs.

Het coördinatie- en beheerscentrum bepaalt het ambts- en wervingsprofiel.

Als het gaat om een personeelslid van het bestuur, is de adjunct-administratieve coördinator als directeur-deskundige aangeworven. Zijn werving geschiedt volgens de procedures die binnen het ministerie gelden.

Hij heeft recht op de terugbetaling van zijn reiskosten en op de verblijfsvergoedingen onder de voorwaarden gesteld bij de bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van rang 12 van het ministerie van de Franse Gemeenschap. Zijn administratieve standplaats is de zetel van het coördinatie- en beheerscentrum .

Als het gaat om een personeelslid van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, stelt de minister een adjunct-administratieve coördinator aan op de voordracht van het coördinatie- en beheerscentrum. Deze krijgt verlof wegens opdracht in het belang van het onderwijs en geniet bovendien een toelage die gelijk is aan het verschil tussen de wedde of de weddesubsidie van de weddeschaal die overeenstemt met het ambt van directeur in het onderwijs voor sociale promotie van het hoger secundair onderwijs en deze die hij in zijn ambt geniet. Hij heeft recht op dezelfde forfaitaire maandelijkse vergoeding als deze die de opdrachthouders genieten. De verlof- en vakantieregeling die hij geniet is deze van het ministerie. Hij heeft recht op de terugbetaling van zijn reiskosten en op de verblijfsvergoedingen onder de voorwaarden gesteld in de bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van het ministerie van de Franse Gemeenschap. Daartoe wordt hij gelijkgesteld met de ambtenaren van rang 12 en is zijn administratieve standplaats de zetel van het coördinatie- en beheerscentrum .

De adjunct-administratieve coördinator is belast met het dagelijks beheer en de uitvoering van de beslissingen van het coördinatie- en beheerscentrum alsook met de administratieve cel bestaande uit de opdrachthouders, de deskundigen en de contractuele personeelsleden.”.

Art. 7. In artikel 25 van hetzelfde decreet, worden de woorden “de pedagogische bestuurder van het onderwijs voor sociale promotie” vervangen door de woorden “de inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie op het niveau van het onderwijs voor sociale promotie en het afstandsonderwijs”.

Art. 8. De titel “Afdeling II. – Opdrachthouders”, van hetzelfde decreet, wordt vervangen door de titel “Afdeling II. – Opdrachthouders en pedagogische en technische deskundigen”.

Art. 9. Artikel 26 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

“Art. 26. Het coördinatie- en beheerscentrum beschikt over twee opdrachthouders. Ze worden door de minister aangesteld op de voordracht van het coördinatie- en beheerscentrum. Het zorgt ook voor het ambts- en wervingsprofiel.

De opdrachthouders worden in verlof wegens opdracht in het belang van het onderwijs gesteld en worden onder de verantwoordelijkheid van de administratieve coördinator geplaatst bedoeld bij artikel 24. Ze hebben recht op de forfaitaire maandelijkse vergoeding die opdrachthouders genieten. De verlof- en vakantieregeling is deze van het ministerie.

Hun administratieve standplaats is hun woonplaats. Mits inachtneming van de bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van het ministerie van de Franse Gemeenschap, hebben ze recht op :

- de terugbetaling van hun reiskosten;
- de verblijfsvergoedingen wat betreft de prestaties verricht op de administratieve zetel van het coördinatie- en beheerscentrum.

De opdrachthouders worden belast met de verwezenlijking van alle stappen in verband met de opvatting, informatie, het uitwerken, het toezicht en de evaluatie betreffende de projecten die door Europese fondsen worden medegefinancierd.”.

Art. 10. Artikel 27 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

“Art. 27. Het coördinatie- en beheerscentrum kan beslissen pedagogische en technische deskundigen aan te werven voor projecten die specifieke behoeften met zich meebrengen of voor specifieke opdrachten.

Ze worden door het coördinatie- en beheerscentrum aangeworven op basis van een ambtsprofiel dat door het centrum wordt bepaald in verband met de projecten die specifieke behoeften met zich meebrengen of voor specifieke opdrachten.

De pedagogische en technische deskundigen staan onder de verantwoordelijkheid van de administratieve coördinator bedoeld bij artikel 24. De verlof- en vakantieregeling wordt bepaald in verband met de aard van de expertise, ze wordt in het ambtsprofiel bepaald. Hun administratieve standplaats is deze van het coördinatie- en beheerscentrum . Mits inachtneming van de bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van het ministerie van de Franse Gemeenschap, hebben ze recht op :

- de terugbetaling van hun reiskosten;
- de verblijfsvergoedingen.”.

Art. 11. Artikel 28 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 12. Artikel 29 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

“Art. 29. De bedragen bepaald door de Europese Commissie op grond van de aanvragen om bijstand worden, na aftrek van de bedragen die bestemd zijn voor de globale projecten die rechtstreeks door het coördinatie- en beheerscentrum worden beheerd, voor de werkingskosten van het coördinatie- en beheerscentrum, voor de wedden van de opdrachthouders, de deskundigen en het contractueel personeel, voor de terugbetaling van de reiskosten en de verblijfsvergoedingen, verdeeld over het onderwijsnet van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen, volgens een sleutel die, afzonderlijk, per zone bepaald in het operationeel plan dat in Franstalig België geldt, vastgesteld wordt, op grond van de volgende criteria :

- a) in verhouding tot 50 % van de organieke dotaties van de inrichtingen gelegen in elke zone;
- b) in verhouding tot 25 % van de lestijden die door de inrichtingen gelegen in iedere zone worden georganiseerd met de steun van de Europese fondsen gedurende het voorlaatste kalenderjaar dat voorafgaat aan het jaar gedurende hetwelk de sleutel wordt toegepast;

c) in verhouding tot 25 % van het aantal werkzoekenden die in de inrichtingen gelegen in iedere zone ingeschreven zijn in de loop van het voorlaatste kalenderjaar dat voorafgaat aan het jaar gedurende hetwelk de sleutel wordt toegepast.

Om uitzonderlijke redenen die degelijk met redenen omkleed moeten worden, kan het coördinatie- en beheerscentrum beslissen, in het kader van eenzelfde project, de middelen anders over de inrichtingen van de onderwijsnetten te verdelen zonder dat dit een impact zou hebben op de berekening van punt b) van het eerste lid.

Art. 13. In artikel 32 van hetzelfde decreet, worden de woorden "in verband met de werkingskosten" vervangen door de woorden "in verband met mogelijke werkingskosten".

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 29 maart 2017.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-Presidenten en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen, Sport en Promotie van Brussel,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

I. SIMONIS

—
Nota

(1) Zitting 2016-2017.

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 404-1. — Verslag nr. 404-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 29 maart 2017.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2017/11977]

29 MARS 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 juillet 1998 relatif à l'organisation des cours ainsi qu'à l'admission et à la régularité des élèves de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 4, § 3, alinéa 2, l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, et l'article 9, alinéa 2, du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, tel que modifié par les décrets du 17 juillet 2003, du 23 janvier 2008, du 30 avril 2009 et du 20 novembre 2014 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 juillet 1998 relatif à l'organisation des cours ainsi qu'à l'admission et à la régularité des élèves de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 juillet 2016 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 septembre 2016 ;

Vu le protocole du 11 octobre 2016 du sous-comité de concertation des organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés pour l'enseignement non confessionnel ;

Vu le protocole du 11 octobre 2016 du comité des Services publics provinciaux et locaux, Section II, et du Comité de négociation pour le statut du personnel de l'enseignement libre subventionné ;

Vu l'avis n° 60.880/2 du Conseil d'Etat, donné le 15 février 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de Madame la Ministre de l'Education, chargée de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 juillet 1998 relatif à l'organisation des cours ainsi qu'à l'admission et à la régularité des élèves de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, sont apportées les modifications suivantes :

a) au 1°, b. sixième tiret, les mots « conservation et restauration d'œuvres et d'objets d'art » sont remplacés par les mots « restauration d'œuvres et d'objets d'art » ;

b) au 1°, f. les mots « création textile pour les spécialités :

– tapisserie ;

– tissage ;

– tissu imprimé ;